



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement

Madagascar

Titre du projet : Assistance préparatoire au processus électoral

Rapport annuel – 2016

Award ID : 00099549

Durée du projet : 1^{er} septembre 2016 au 31 décembre 2016

Effet CPD/UNDAF : Les institutions publiques, la société civile et les médias, aux niveaux central et décentralisé, s'acquittent de leurs rôles et rendent compte, contribuant ainsi à la gouvernance pacifique qui protège les droits de l'homme.

Produits CPD :

- Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.
- Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Total Budget : 872.000 USD

Agence de mise en œuvre : PNUD

Liste de distribution aux parties prenantes

- PNUD
- CENI
- MID

Synthèse du rapport annuel

1. Mise en œuvre des produits

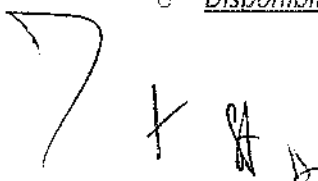
Produit du CPD 1 : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

- **Indicateur 1.2.** : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.
- **Baseline septembre 2016** : 5
- **Cible annuelle décembre 2016** : 12
- **Valeur actuelle** : 7
- **Réalisations marquantes dans cet Output** : Deux ateliers avec les partis politiques et la société civile ont pu être réalisés en 2016.

- **les groupes cibles et les zones d'intervention** :
 - o 60 participants issus 30 partis politiques les plus représentatifs à Madagascar étaient attendus et une quarantaine a répondu présent et les échanges se sont déroulés dans la sérénité et la courtoisie, en dépit du climat politique tendu dans le pays.
 - o Une vingtaine de représentants ont participé à l'atelier avec les Organisations de la société civile.
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré** : en tenant compte du contexte national (sommets du COMESA et de la Francophonie...) et des acquis des deux premiers ateliers, une décision du management a été prise de reporter la suite en 2017.

Produit du CPD 2 : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

- **Indicateur 2.2.** Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes
- **Baseline septembre 2016** : 6
- **Cible annuelle décembre 2016** : 7
- **Valeur actuelle** : 7
- **Réalisations marquantes dans cet Output** :
 - o Disponibilité d'un projet de cadre légal réactualisé et harmonisé



Après la consultation des parties prenantes au processus électoral, réalisée à travers trois ateliers sectoriels (Organisations de la société civile, Partis politiques et Institutions) et l'organisation en aval d'une rencontre pour la consolidation des recommandations formulées au cours des activités en ateliers sus invoqués, les axes de réforme ont été présentés dans un « Document stratégique pour une amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral Malgache ». Ce document a été validé par la CENI au cours des séances des 16 et 19 décembre 2016.

La consultation en amont des parties prenantes au processus électoral et l'expérience partagée du droit comparé et des bonnes pratiques électorales, ont été déterminantes dans le succès de l'activité.

o Nombre d'initiatives mises en œuvre découlant de la stratégie de communication de la CENI

Le document cadre qui porte le titre de « Stratégie globale de communication institutionnelle de la CENI » a fait l'objet des sessions de validation à la CENI les 5 et 7 décembre 2016. Les initiatives projetées dans le document seront mises en œuvre en 2017 - 2018 dans le cadre du Projet de Soutien au Cycle Électoral de Madagascar (SACEM). Cependant, par anticipation et dans le cadre du présent Projet, deux activités ont été réalisées : (1) la CENI a déployé, en couplage avec la sensibilisation et l'éducation civique électorales, une activité d'information des électeurs et des autres parties prenantes au processus électoral pour inciter les citoyens à s'inscrire sur la liste électorale au cours de l'opération de révision annuelle du fichier électoral (réalisation et diffusion des communications de la CENI sur l'opération sous forme de Spots et Clips radio-télévisés, des messages sur le matériel de propagande et dans une Chanson audio). L'opération lancée à Tuléar le 1^{er} décembre 2016 a été couverte par plusieurs médias. (2) La communication réalisée sur le partenariat CENI-PNUD, matérialisé dans les opérations de migration des données des électeurs dans l'environnement Oracle et de révision annuelle des listes électorales, jettent les bases d'un travail professionnel et transparent qui contribue au raffermissement de la confiance des parties prenantes dans l'administration électorale.

o Disponibilité d'une stratégie de sensibilisation et d'éducation des électeurs

Le document porte le titre de « Stratégie nationale d'éducation civique électorale et sensibilisation pour le cycle électoral 2017-2019 ». Inspiré des leçons tirées du cycle électoral précédent, le document a fait l'objet des séances de validation à la diligence de la CENI, respectivement les 5, 16 et 19 décembre 2016.

o Migration du fichier électoral sous ORACLE

Le grand intérêt porté à cette activité par la CENI par la mobilisation de ses Démembrements à l'échelle des Districts, le bon état du matériel informatique acquis dans le cadre du projet PACEM (recyclé dans le présent projet), ont été des facteurs déterminants pour atteindre les résultats escomptés.

o Nombre des initiatives de sensibilisation/éducation des électeurs réalisés

A la suite de l'adoption du plan stratégique en date du 19 décembre 2016, les activités de sensibilisation et d'éducation des électeurs seront déployées en 2017-2018 dans le cadre du SACFM. En attendant, pour la révision des listes électorales en cours, la CENI

a déployé des activités tant au lancement (caravanes motorisées, animations culturelles assurées par des musiciens et comédiens, déploiement des affiches et banderoles, images et photos sur des t-shirt et casquettes, articles dans la presse écrite et reportage dans la presse écrite) que pendant son déroulement (spots radiotélévisés, affiches déployées dans 59 Districts)

- **les groupes cibles et les zones d'intervention :** (1) La CENI (dans ses structures organiques et opérationnelles) qui est dotée, d'une part, des Documents-cadre pour déployer des campagnes de communication et de sensibilisation (et éducation) électorales et, d'autre part, d'un outil informatique performant pour le traitement, l'entretien et la conservation des données électorales ; (2) Le Gouvernement et le Parlement qui disposent d'un recueil commenté portant propositions de réforme du cadre légal en matière électorale pour l'organisation des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées ; (3) Les parties prenantes au processus électoral, en particulier les électeurs, qui sont encouragés à s'inscrire sur les listes électorales au cours de l'opération de révision annuelle du fichier électoral qui court jusqu'au 31 janvier 2017.
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :** (1) Pour garantir l'aboutissement du projet de réforme du cadre légal dans la cohérence, la proposition de mettre en place un « Groupe de travail interinstitutionnel » est à promouvoir. Ceci permettra la formulation, dans une synergie interinstitutionnelle et dans des délais compatibles avec les contraintes du calendrier électoral, des projets de textes législatifs et réglementaires requis. (2) Par ailleurs, l'appui des PTFs à la CENI sera requis pour le déploiement, à base des Documents-cadre stratégiques disponibles, des plans sectoriels de communication, de sensibilisation et d'éducation électorales qui prennent en compte, de manière spécifique, les défis de chaque étape du cycle électoral (révision du fichier électoral, inscription des candidats, campagne électorale, déroulement des scrutins, annonce et proclamation des résultats).

2. Mise en œuvre des produits du plan stratégique

Produit du Plan stratégique 2.1 :

Parliaments, constitution making making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions

- **Indicateur 2.1.1c :** Extent to which capacity of the Electoral Management Body (EMB) to perform its functions, including: financial and operational planning, conducting operations for elections and referenda, voter information and stakeholder outreach to hold credible and inclusive elections, has improved.
 - Baseline 2015: 4= Capacity largely improved
 - **Cible annuelle 2016 :** 4= Capacity largely improved
 - **Valeur actuelle 2016:** 4= Capacity largely improved Commentaire: L'ensemble des appuis déployés par le projet en 2016 a permis d'outiller la nouvelle CENI a mettre en œuvre son mandat.
- **Indicateur 2.1.2 : Number of registered electors**
 - Baseline 2015: 8 484 714

7
TGA

- Cible annuelle 2016 : 8 600 000
- Valeur actuelle 2016: 8 673 485
- Commentaire: Le dernier résultat de la RALE sera disponible au cours du premier trimestre 2017

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

- Nombre d'activités achevées : 07
- Nombre d'activités en cours : 01
- Nombre d'activités non commencées : 0

3. Prise en compte du genre

Pour renforcer l'accessibilité au travail normal, les activités de sensibilisation qui découlent du Document Cadre du plan stratégique et qui seront déployées par la CSM dans le cadre du SACEM, ont pour objectif de porter le taux d'insertion des femmes de **45,88% à 49%**.

Le volet renforcement des capacités de dialogue a été promu tout en prenant compte de la diversité de genre et de l'égalité des sexes dans les processus de dialogue et des instances sectorielles en matière de médiation, de conciliation, d'arbitrage et de règlement, notamment la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1830.

4. Coopération Sud-Sud

RAS

5. Renforcement des capacités nationales

Les capacités opérationnelles et managériales de la CSM sont renforcées, en particulier dans la prise en charge des données des élections dans le nouveau système électorale et le déploiement des activités de communication, de sensibilisation et d'éducation électorales.

Les ateliers inter-cadres ont permis aux cadres politiques de renforcer leur capacité en perspective des élections apaisées et inclusives en 2016.

- Les partis politiques ont acquis leurs connaissances sur les principes démocratique et participative, la gestion participative, représentative, inclusive et efficace ainsi que sur leur rôle et leurs responsabilités professionnelles et citoyennes.
- Les organisations de la société civile ont approfondi leurs connaissances sur leur interface entre les populations et l'Etat, un trait contre les abus, exigence de la redevabilité aux dirigeants, prévention des crises de confiance.

6. Durabilité des résultats

Les résultats atteints ont permis de jeter les bases de la pérennisation des processus électoraux modifiés. Il en est ainsi des réformes du cadre légal à entreprendre pour promouvoir le gouvernement électronique, du nouvel environnement informatique de gestion du fichier électoral et du déploiement des plans stratégiques de communication, de sensibilisation et d'éducation civique électorales.

Les activités de renforcement de capacités se poursuivront en 2017 à travers une série d'ateliers multi-acteurs à l'attention des partis politiques, société civile et l'armée, les chefs religieux et traditionnels sur les rôles et la démocratie inclusive et après les perspectives des élections transparentes et crédibles. Les recommandations, les leçons tirées et la pratique de ces services serviront d'élaborer un programme stratégique de consolidation de paix à Madagascar.

7. Les principaux problèmes rencontrés éventuels et les solutions trouvées

- La collaboration entre les intervenants du projet et leurs bénéficiaires à la CFNI n'était pas toujours fluide et transparente. Le responsable du projet a mis à contribution la relation de confiance existante avec les services de la CFNI pour instaurer un esprit de travail intégré aux équipes techniques des deux institutions.
- Pour rapprocher l'agence et le standard de travail avec l'UE, un travail bien coordonné sur une matière qui touche un des aspects du projet de réforme du cadre légal (réglementation du financement des campagnes électorales), les recommandations du PNUD et de la Délégation de l'UE ont suscité des discussions techniques d'interconsultation des travaux.
- La CFNI considère que les limites de communication et de sensibilisation au lancement de la RAE (révision des listes électorales) étaient insuffisantes. À l'avenir, le projet veillera à associer la CFNI pour la réalisation des qualifications techniques du service ou d'un bien à acquiescer sur un financement du projet ainsi que le cas échéant au titre d'observateur, dans le cadre de l'exécution des efforts.
- Le nombre des grandes affiches prévues pour la RAE était en désaccord avec les paramètres budgétaires disponibles. À l'avenir, ces deux services devront être attribués à un même prestataire.
- La période très courte ne permet pas d'aborder toutes les questions connexes. La période fin d'année où les collègues étaient occupés dans la production des rapports de fin d'année et de clôture des comptes ont retardé le démarrage de certaines activités. Une consultante nationale a été recrutée pour épauler l'équipe consultative internationale. Le ministère de l'intérieur a permis de mettre à la disposition du projet une équipe de 3 personnes pour appuyer l'organisation des ateliers.

8. Perspectives pour l'année prochaine

Les bases jetées par le résultat du projet seront approfondies en 2017-2018, dans le cadre du projet SACEM (Soutien au Cadre Electoral de Madagascar) à travers six composantes suivantes : (1) Appui à la libération et la crédibilité de la liste électorale, (2) Cadre légal, (3) Communication, éducation civique électorales et (4) Appui aux institutions électorales.

Un programme de consolidation à long terme sera développé pour la période 2017-2018 sur la base des activités menées en 2016.

9. Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations

Leçons apprises :

- La différenciation, la parité et la PNUD-CEM qui pousse par l'assistance technique est plus efficace lorsque les équipes intégrées en équipe sont prêtes. Pour ce faire, l'installation des services techniques de santé et sociaux dans les mêmes bâtiments sera encouragé.
- La confiance entre acteurs et leaders d'opinion peut être obtenue par la communication interactive des services de base, les activités interactives et de rapport et ainsi que les discussions sur les questions clés pour résoudre le problème de santé et d'équité.

Bonnes pratiques

- innovations abordées, cadre analytique de données etc., et la contribution des parties prenantes et processus interactif à travers des ateliers de consultation, tout dans le projet de reforme du cadre réglementaire et l'ajustement des instruments du processus éditorial.
- L'application des recommandations et leaders d'opinion dans les discussions et la formulation participative des recommandations et programme de consolidation de la paix à long terme favorisant l'appropriation des solutions collaboratives et le succès durable.

10. Observations

(Spécifier le cas échéant toute observation utile non listées dans les sections précédentes)



Au service
des peuples
et des nations

RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Stratégique	Aout 2016	Manque de coordination des interventions des PTF en appui au processus électoral	31 décembre 2016	Le PNUD a arrêté avec l'UE un cadre d'appui concerté aux Institutions, en particulier sur le projet de réforme du cadre légal à	Non	CTP projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Politique	Aout 2016	Manque de volonté politique du Gouvernement à adresser les problèmes liés au cadre légal en matière d'élection	31 décembre 2016	travers le Groupe de travail interinstitutionnel. Pour prendre le relais des recommandations formulées par la CENI à l'issue des ateliers de consultation, proposition de mettre en place un Groupe de travail interinstitutionnel comprenant les délégués du Gouvernement, du Parlement, de la CENI, avec une présence ponctuelle des autres institutions et services publics concernés par le projet des textes législatifs ou réglementaires en discussion.	NON (la session parlementaire de mai 2017 devra délibérer sur les propositions du Groupe de travail interinstitutionnel)	CENI
Organisationnel	Aout 2016	Non représentativité des acteurs dans les cadres de concertation	31 décembre 2016	RAS	RAS	RAS
Politique	Aout 2016	Manque d'appropriation du processus par les acteurs politiques	31 décembre 2016	RAS pour les Partis politiques amplement consultés et associés. Les institutions interviendront dans le Groupe de travail interinstitutionnel et à l'occasion	NON	CENI

Handwritten signature and initials, possibly 'D' and 'R'.

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
				des débats et délibérations au Parlement sur les projets de lois.		
Opérationnel	Aout 2016	Faiblesse de la capacité de réponse de l'administration locale pour la délivrance des actes d'état-civil et de la CNI nécessaires pour l'inscription dans la liste électorale	31 décembre 2016	Loi instituant le « guichet unique » adoptée au Parlement en attente des mesures d'application gouvernementales.	OUI	CENI
Opérationnel	Aout 2016	Difficulté à recruter des experts internationaux et nationaux compétents	31 décembre 2016	RAS	RAS	RAS

Handwritten signature and initials, possibly 'B + A', located at the bottom right of the page.

B. Mise à jour du plan de communication et de suivi

Type d'Action de Suivi ou de Communication (Types)	Date due	Description	Commentaire	Réalisée (Oui/Non)	Date de réalisation (si réalisée)	Responsables
Suivi des progrès par rapport aux résultats	A la fin de l'année.	Les données de progrès par rapport aux indicateurs dans le cadre de résultat seront recueillies et analysées pour évaluer les progrès du projet dans la réalisation des résultats convenus. Les risques spécifiques qui peuvent menacer la réalisation des résultats escomptés seront identifiés. Les actions de gestion des risques seront aussi surveillées en utilisant un journal des risques. Cela comprend des mesures de surveillance et des plans qui auraient pu être nécessaires selon les normes sociales et environnementales du PNUD. Les vérifications seront effectuées conformément à la politique d'audit du PNUD pour gérer le risque financier.	Les informations sur les apports du projet dans l'atteinte des indicateurs du CPD et du PS sont collectées	oui	Décembre 2016	PNUD/CENI
Suivi et gestion des risques	Trimestriel		Suivi des risques réalisé	ou	Décembre 2016	PNUD/CENI
Apprentissage	A la fin de l'année	Les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons seront capturés régulièrement, y compris celles provenant d'autres projets et partenaires et intégrées dans la mise en œuvre du projet.	Les acquis du précédent projet PACEM sont valorisés dans le cadre de la mise en œuvre. La raison d'être du projet Assistance préparatoire est aussi de jeter les bases d'un nouveau projet d'assistance	oui	Décembre 2016	PNUD/CENI

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

			électorale pour le cycle de 2018			
Assurance qualité annuelle du projet	A la fin de l'année	La qualité du projet sera évaluée par rapport aux normes de qualité du PNUD pour identifier les forces et les faiblesses du projet et d'informer faire pour améliorer le projet de décision de gestion.	PQA réalisé pour 2016	oui	Décembre 2016	PNUD
Revue et réorientation/ Réajustement en cours de mise œuvre	A la fin de l'année	Revue interne des données et des preuves de toutes les actions de suivi pour informer la prise de décision.	L'interaction permanente du Projet avec le management du PNUD et la CENI ont permis d'aviser sur les décisions correctives à prendre	oui	Décembre 2016	PNUD/CENI
Rapports du projet	A la fin de l'année	Un rapport sera présenté au Comité de projet et les principales parties prenantes, comprenant des données de progression montrant les résultats obtenus par rapport aux objectifs prédéfinis, la notation sur qualité du projet, un risque actualisé avec des mesures d'atténuation, et tous rapports de suivi préparés sur la période.	Rapport à soumettre au Comité de projet	oui	Décembre 2016	PNUD/CENI/MID
Revue du projet (comité de projet)	A la fin de l'année	Le mécanisme de gouvernance du projet (à savoir, le comité de projet) tiendra régulièrement des réunions pour suivre la performance du projet et examiner le plan de travail pour assurer une budgétisation réaliste sur la durée du projet. A la fin de l'année, le Comité de projet doit tenir une revue finale du projet pour saisir les leçons apprises et discuter des possibilités de mise à l'échelle et de partager les résultats du projet et les leçons apprises avec les publics concernés.	Tenue prochaine du comité de projet	En cours	Décembre 2016	PNUD/CENI/MID

Journal de leçons apprises

Titre du projet: Assistance préparatoire au processus électoral		Award ID: 00099549		Date: Décembre 2016		
#	Type de leçons	Date Identification	Succès	Insuffisances	Solutions recommandées	Soumis, mis à jour par :
1	Gestion de projet	Décembre 2016	Le travail en équipe intégrée de l'équipe du Projet avec la CENI	<p>1. L'appui administratif du projet, en particulier l'articulation des activités logistiques et administratives au chronogramme opérationnel n'a pas toujours été en adéquation (paiement du per diem des séminaristes, recrutement tardif du prestataire en charge de l'affichage des posters, la surprise de la CENI par le dimensionnement de la solution apportée par le projet, notamment la qualité et la complétude du package de placement pour le lancement de la RALE à Tuléar).</p> <p>2. Handover de passation de service au nouveau CTP incomplet en informations critiques sur le projet</p>	<p>1. Le paiement de certains participants est à régulariser. Pour l'avenir, appuyer la CENI dans la planification des activités, renforcer la concertation CENI-PNUD dans le déploiement des activités, faire viser par la CENI le cahier de charge à publier pour l'acquisition des services/ biens et associer la CENI dans le panel de sélection des prestataires/fournisseurs.</p> <p>2. Réévaluer la durée de la période de passation de services pour la revue du Handover</p> <p>3. Veiller au profil administratif et financier du projet pour l'élever au niveau des exigences du projet</p>	CTP Projet



2	Résultats du projet	Décembre 2016		La proximité de la fin des activités de consultation et de dressage du rapport ad hoc avec l'échéance des livrables	Prorogation des contrats de Consultants. Pour l'avenir, mieux évaluer la durée de contractualisation des Consultants	CTP-Projet
3	Facteur humain	Décembre 2016	<p>1. Le management du projet a anticipé certaines incompréhensions à l'endroit du PNUD en faisant œuvre de pédagogie pour la gestion des rapports CENI-Projet</p> <p>2. Il a parfois manqué un esprit d'équipe pour certains Consultants ayant bénéficié des services d'un autre expert</p>	Prévenir le Consultant, au recrutement, de l'acquisition de services additionnels à son cahier des charges	Intervention systématique du CTP pour un arbitrage	CTP-Projet

Section 2. Progression des produits CPD

Project ID : 00102833

Description : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Longue description : Suite aux conclusions et recommandations issues des rapports de la NAM, de l'évaluation du Projet d'Appui au Cycle Electoral à Madagascar (PACEM) ainsi que des engagements suite à des échanges de haut niveau lors de la visite du SG des NU à Madagascar en avril 2016, le présent projet se propose d'accompagner la nouvelle CENI à adresser les défaillances rencontrées dans les élections précédentes

Baseline 2015: 6

Indicateurs : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Cibles 2016 : 7

Valeur actuelle - décembre 2016 : 7

Etat d'avancement (narratif) : Les capacités de la nouvelle CENI sont renforcées à travers les composantes suivantes

- La réactualisation et l'harmonisation des textes sur les élections
- La communication institutionnelle
- Le recensement des électeurs et la gestion du fichier électoral
- La sensibilisation des électeurs

Moyens de vérification : Consulter les livrables partagés, à la diligence de la CENI, avec les Institutions de la République, les Parties prenantes au processus électoral et les Partenaires Techniques Financiers (PTF).

Section 3. Réalisation des activités

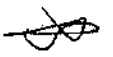


Identifiant de l'activité (Activity ID 1.1) : Harmonisation du cadre légal en matière d'élection

Longue description : La CENI est dotée d'un « Document stratégique pour une amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral Malgache » qui servira de base au Gouvernement et au Parlement pour la promotion d'un processus électoral crédible, inclusif et apaisé

Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016

Résultats attendus : En prenant le relais des conclusions du projet, il est attendu la formulation et l'adoption des textes législatifs et réglementaires en matière électorale.

% Progression jusqu'à ce jour : 90%

J. 
A 
A 

Etat d'avancement (narratif) : Les autorités nationales (Président de la République, Premier ministre, Président du Sénat) ont pris l'engagement de mettre en œuvre les recommandations, en particulier la mise en place d'un « Groupe de travail interinstitutionnel » en charge de la formulation des textes législatifs et réglementaires.
Moyens de vérification : (1) Livrables ; (2) Monitoring des travaux du Groupe de travail interinstitutionnel et (3) inventaire des projets des textes législatifs et réglementaires adoptés, respectivement par le Parlement et le Gouvernement.
Identifiant de l'activité (Activity ID 1.2) : Appui à la CENI pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication interne et externe (avec les parties prenantes du cycle électoral)
Longue description : La CENI est dotée d'un document stratégique pour la communication interne et externe
Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016
Résultats attendus : La CENI communique mieux et informe, de manière lisible, l'option nationale et internationale sur le processus électoral
% Progression jusqu'à ce jour : 100%
Etat d'avancement (narratif) : (1) Livrable disponible ; (2) Appropriation par les parties prenantes en 2017, à travers les cadres de concertation animés par la CENI ; (3) soutien budgétaire conséquent du Gouvernement pour mise en œuvre.
Moyens de vérification : Livrables ; (2) Réaction des parties prenantes à l'issue des réunions des cadres de concertation ; (3) Nombre d'initiatives de communication interne et externe mises en œuvre
Identifiant de l'activité (Activity ID 1.3) : Appui à la CENI pour le développement d'un Plan de Sensibilisation et d'Education électorale
Longue description :
Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016
Résultats attendus : La CENI est dotée d'un instrument pour la sensibilisation de la population malgache sur les élections et l'éducation civique électorale

Handwritten signature and initials, possibly 'A F B'.

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : (1) Livrable disponible ; (2) Appropriation par les parties prenantes en 2017, à travers les cadres de concertation animés par la CENI ; (3) soutien budgétaire conséquent du Gouvernement pour mise en œuvre.

Moyens de vérification : Livrables ; (2) Réaction des parties prenantes à l'issue des réunions des cadres de concertation ; (3) Nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation civique électorales

Identifiant de l'activité (Activity ID 1.4) : Appui à la CENI pour engager une démarche de consultation des parties prenantes pour la mise en place des conditions cadres favorables pour le prochain cycle électoral.

Longue description : Mise en œuvre du processus de consultation des parties prenantes pour l'élaboration du cadre stratégique en matière d'élection

Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016

Résultats attendus : Réunions de consultation pour élaborer des documents stratégiques sur la réforme électorale, la communication interne et externe de la CENI et la sensibilisation électorale

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : (1) Livrables disponibles et (2) réunions de consultation tenues

Moyens de vérification : Conclusions et comptes rendus des réunions de consultation

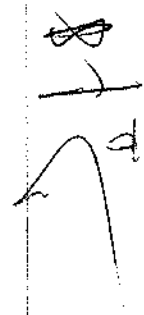
Identifiant de l'activité (Activity ID 1.5) : Appui à la CENI pour la sécurisation de la liste électorale avec le serveur Oracle.

Longue description : Déployer une infrastructure qui renforce la sécurisation et assure une meilleure gestion des données du fichier électoral Malgache

Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016

Résultats attendus : développement des applications et migration de la base de données du corps électoral dans l'environnement Oracle

% Progression jusqu'à ce jour : 100 %



Etat d'avancement (narratif) : la CENI est dotée d'un nouvel environnement pour l'entretien sécurisé et la gestion optimale des données du fichier électoral

Moyens de vérification : Consultation du fichier électoral migré et évaluation du personnel technique formé à l'utilisation du nouvel outil

Identifiant de l'activité (Activity ID 1.6) : Sensibilisation des électeurs à s'inscrire sur la liste électorale.

Longue description : Défi de doter la CENI d'un document cadre pour déployer, d'une part, des activités de sensibilisation et d'éducation électorales plus adaptées au cycle électoral et, d'autre part, renforcer l'exhaustivité du fichier électoral principalement par l'enrôlement des femmes et des jeunes majeurs pendant la RALE 2016-2017.

Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2016

Résultats attendus : Production d'un document stratégique de sensibilisation d'éducation électorale

% Progression jusqu'à ce jour : 90 %

Etat d'avancement (narratif) : (1) Le document stratégique est disponible ; (2) mise à disposition du matériel de sensibilisation pour la RALE. La mise en œuvre de la RALE continue jusqu'au 31 janvier 2017

Moyens de vérification : (1) Consulter le document « Stratégie nationale d'éducation civique électorale et sensibilisation pour le cycle électoral 2017-2019 » et (2) évaluer en 2017 des résultats de la RALE 2016-2017

Section 2. Progression des produits

Project ID : 00102837

Description : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones

d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Longue description : Les capacités des acteurs clef de la vie politique sont renforcées afin de leur permettre de contribuer à la consolidation de la paix et de la démocratie ; ceci à travers la mise en œuvre de la série d'ateliers avec les différentes catégories de partie prenante de la vie politique dans le pays et de capitaliser les acquis pour proposer un ensemble d'actions à mettre en œuvre dans le moyen terme.

- **Indicateur 1.2. :**
- **Baseline septembre 2016 : 5**
- **Cible annuelle décembre 2016 : 12**
- **Valeur actuelle : 7**

Réalisations marquantes dans cet Output : Deux ateliers avec les partis politiques et la société civile ont pu être réalisés en 2016.

Baseline 2015: 5

Indicateurs : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

Cibles 2016 : 12

Valeur actuelle 2016: 07

Etat d'avancement (narratif): Deux ateliers avec les partis politiques et la société civile ont pu être réalisés en 2016. 60 participants issus 30 partis politiques les plus représentatifs à Madagascar étaient attendus et une quarantaine a répondu présent et les échanges se sont déroulés dans la sérénité et la courtoisie, en dépit du climat politique tendu dans le pays. Une vingtaine de représentants ont participé à l'atelier avec les Organisations de la société civile.

Moyens de vérification : Rapport de la consultante

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID 2.1) : Prendre en charge la mission de formulation et le personnel qui pilote le sous-produit 2 du projet

Longue description : Mobiliser des compétences internationales pour développer le concept du projet et de faciliter les ateliers

Date de début : 30 août 2016 Date de fin : 31 Décembre 2016

Résultats attendus : Note conceptuelle disponible

% Progression jusqu'à ce jour : 90%

Etat d'avancement (narratif) : Note conceptuelle disponible et les TDR des deux ateliers réalisés

Moyens de vérification : Rapport de la consultante

Identifiant de l'activité (Activity ID 2.2) : Mener des renforcements des capacités multi acteurs

Longue description :

Date de début : 01 septembre 2016 Date de fin : 31 décembre 2017

Résultats attendus : les acteurs clef et leaders d'opinion sont plus aptes à contribuer activement au climat serein pour des élections inclusives et apaisées

% Progression jusqu'à ce jour : 20%

Etat d'avancement (narratif) : deux sessions tenues à l'endroit des partis politiques (40 personnes) et de la société civile (25 membres)

Moyens de vérification : rapports d'ateliers et des évaluations disponibles

PNUD (DRRP):

Signature : *Marie Dimond*

Marie DIMOND

Représentant résident adjoint (P)

Date : 2/2/17

Projet :

Signature : *[Handwritten Signature]*

CONDOMINEE LAJOT
EUBOISE

Date : 2/2/2017

[Handwritten mark]